

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 120

Du 19 au 25 avril 1985

POLITIQUE

Aide sous conditions
Refus d'une aide sous conditions
L'Eglise des Etats-Unis s'oppose à l'aide militaire
Journalistes américains disparaissent
Le Parlement allemand condamne le gouvernement de Mejia
Disparition d'un homme politique
Le régime cède face aux pressions du secteur des entreprises
Le peuple guatémaltèque : "l'unique victime"
Pressions exercées sur l'Assemblée Nationale
Avant-Projet de Constitution terminé
Scission au sein de l'extrême-droite

ECONOMIE

Le déficit budgétaire se chiffre en millions
La fuite des capitaux continue
La demande en énergie électrique diminue
Des milliers de quintaux de haricots, perdus

CONTRE-INSURRECTION

L'Allemagne Fédérale finance des programmes de contre-insurrection
On empoisonne les eaux de rivières
Renforcement des contrôles pour la population urbaine
Les captures de paysans perdurent

DROITS DE L'HOMME

Enquête sur la situation des Droits de l'Homme
Citer à comparaître devant les tribunaux
Solidarité avec les proches des victimes de la répression
Groupe d'Appui Mutual restreint

4 P 12.315

POLITIQUE

AIDE SOUS CONDITIONS

Le 16 avril, on apprenait que le sous-comité des Affaires Hémisphériques du Congrès des Etats-Unis a conditionné l'aide militaire fournie au régime guatémaltèque au rétablissement d'un gouvernement civil d'une part, et à une amélioration en matière des Droits de l'Homme d'autre part.

Le sous-comité a précisé qu'en cas de coup d'Etat, l'aide américaine serait totalement suspendue et, en outre, il a exigé que le pays apporte des preuves démontrant les améliorations apportées dans le domaine des Droits de l'Homme et enfin, que le Guatemala reconnaissse l'indépendance de Bélgique.

REFUS D'UNE AIDE SOUS CONDITIONS

Le 13 avril, le Ministre des Affaires Extérieures avait souligné que le régime guatémaltèque ne pouvait accepter une aide assortie de conditions et qu'il ne reconnaîtrait jamais l'indépendance de la République du Bélgique. Le refus du Ministre des Affaires Extérieures, Fernando Andrade, portait justement sur les conditions exigées par le Congrès américain en vue d'accepter l'augmentation de l'aide militaire dudit pays au Guatemala.

L'EGLISE DES ETATS-UNIS S'OPPOSE A L'AIDE MILITAIRE

La presse guatémaltèque du 17 avril faisait savoir que la Conférence Episcopale des Etats-Unis avait affirmé, dans un document lu au Congrès américain par l'Evêque de Washington, que l'Administration Reagan devait s'abstenir de fournir une aide militaire, quelque soit sa forme, au régime guatémaltèque, responsable des violations incessantes aux Droits de l'Homme.

JOURNALISTES AMERICAINS DISPARAISSENT

L'Ambassade des Etats-Unis au Guatemala a signalé la disparition des journalistes américains Nicholas Blake et Griffith Davis depuis le 8 avril, au moment où ils ont quitté Huehuetenango pour se rendre à Nebaj, situé à El Quiché.

Un communiqué officiel stipule que les deux américains avaient l'habitude de réaliser des reportages dans les "zones de conflit", où l'Armée effectue des opérations contre-insurrectionnelles. Dès lors elle ne se considère pas responsable de ce qui pourrait arriver aux journalistes.

LE PARLEMENT ALLEMAND CONDAMNE LE GOUVERNEMENT DE MEJIA

Le 17 avril, le Parlement d'Allemagne occidentale condamnait, à l'unanimité, la violation "cruelle et insoutenable" des Droits de l'Homme au Guatemala par les forces de sécurité et demandait au gouvernement allemand de ne pas fournir d'aide économique au régime militaire présidé par le Général Mejia Victores.

DISPARITION D'UN HOMME POLITIQUE

Le Parti de la Démocratie Chrétienne, des habitants de Chichicastenango et, les proches de l'activiste du Parti démocrate-chrétien, Juan Quino y Quino ont signalé sa capture, en présence de témoins, début avril dans la municipalité de Chichicastenango, à El Quiché, par des agents du Département d'Enquêtes Techniques -DIT- de la police nationale. Il n'a jusqu'à ce jour été appelé à comparaître devant aucun tribunal.

Selon cette dénonciation, publiée le 23 avril dans le journal *El Gráfico*, les recherches menées pour retrouver le disparu dans les différents centres de détention se sont avérées vaines.

LE REGIME CEDE FACE AUX PRESSIONS DU SECTEUR DES ENTREPRISES

Le régime militaire, le 22 avril, destituait de ses fonctions le Ministre de l'Economie, Leonel Hernandez Cardona, face aux pressions exercées par le secteur des entreprises, qui au cours des derniers jours avait obligé le gouvernement à déroger à une réforme fiscale et monétaire et, à limoger le Ministre des Finances Leonardo Figueroa Villate.

Ariel Rivera, nouveau Ministre en titre, a déclaré qu'il était disposé à écouter les arguments du secteur privé.

Le 24 avril, pour sa part, l'Initiative Privée faisait savoir que puisque l'attitude adoptée par le pouvoir était "favorable au dialogue", elle renonçait à exercer les pressions prévues.

LE PEUPLE GUATEMALTEQUE : "L'UNIQUE VICTIME"

Le 19 avril, le PSD, Parti Socialiste Démocratique déclarait que "l'unique victime" du conflit qui oppose le gouvernement et les tout puissants intérêts privés n'était autre que le peuple guatémaltèque qui devait même supporter la montée en flèche des prix pour les biens de consommation primaires décrétées par des commerçants peu scrupuleux qui tirent parti de la situation.

Dans une annonce payante, le PSD mettait en exergue l'opportunisme des partis politiques face à la conjoncture et lançait un appel pour que "les travailleurs, qui constituent la grande majorité de la population guatémaltèque, aient une voix prépondérante dans la politique fiscale nationale".

PRESSIONS EXERCÉES SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 22 avril, on apprenait que le Général Oscar Mejia Victores et le Sous-Chef d'Etat, le Général Lobos Zamora, avaient exigé, à huis-clos, des chefs de groupements politiques de l'Assemblée Nationale Constituante qu'ils incluent dans la Constitution, des éléments qui limitent la Loi sur l'Information et la Libre Expression de la Pensée et, qu'ils suppriment une fois pour toutes le Droit de Grève des travailleurs de l'Etat.

Mejia Victores et Lobos Zamora ont également mis l'accent sur l'intérêt que l'Armée avait à maintenir, dans la Constitution, la coutume militaire d'administration de la Justice.

AVANT-PROJET DE LA CONSTITUTION TERMINE

Le 19 avril, la Commission de l'Assemblée National Constituante chargée d'élaborer l'avant-projet de la nouvelle Constitution terminait son travail et, le remettait à la plénière de l'Assemblée pour son étude et approbation.

L'avant-projet présenté, outre le fait de limiter les garanties individuelles et sociales par rapport à la précédente Carta Magna, rend constitutionnelles les normes garantissant la centralisation des fonctions de l'Etat par l'Armée et, la continuité des programmes de contrôle sur la population.

SCISSION AU SEIN DE L'EXTREME-DROITE

Le 20 avril, le Colonel Francisco Luis Gordillo, dirigeant du groupe "Mouvement Emergent de Concorde", annonçait que son Parti quittait l'alliance d'extrême-droite dirigée par le "Mouvement de Libération National". Il y a peu, la Centrale Authentique Nationaliste sortait, elle aussi, de la coalition pré-citée.

Ainsi, Jorge Serrano Elias, du Parti Démocratique de Coopération Nationale, faisait savoir que cette formation était en pourparlers avec le Parti d'extrême-droite CAN, Centrale Authentique Nationaliste dans le but de former une nouvelle coalition d'extrême-droite à laquelle pourrait se joindre les formations dissidentes à l'alliance présidée par le MLN, Mouvement de Libération National.

ECONOMIE

LE DEFICIT BUDGETAIRE SE CHIFFRE EN MILLIONS

La Banque de Guatemala pourvoit quotidiennement le gouvernement central d'un million de Quetzales en vue de financer le déficit budgétaire de 1985, chiffré à 343 millions de Quetzales selon le décret-loi 120-85, publié le 19 avril dans le journal officiel.

Selon les données de la Banque de Guatémala, rendues publiques le 20 avril, le déficit budgétaire du gouvernement central, entre 1979 et 1985, s'élève à plus de 2 milliards 400 millions de Quetzales. La même information signalait qu'en Février de cette année, le Guatemala voyait ses réserves monétaires internationales s'inscrivent en négatif, pour une somme supérieure à 817 millions de dollars : l'actif en or et monnaies étrangères s'élevant à 334 millions de dollars et le passif à 1 151 millions.

LA FUITE DES CAPITAUX CONTINUE

Le 18 avril, le Ministre de l'Economie, à l'époque Leonel Hernandez, déclarait que quelques 850 millions de dollars avaient été déposé par l'Initiative Privée dans des

banques américaines, au cours des trois dernières années. Il a cité des chiffres émanant du Département des Réserves Fédérales des Etats-Unis.

Entre 1978 et 1982, toujours d'après les informations officielles, la fuite des capitaux vers les Etats-Unis est estimée à un milliard.

LA DEMANDE EN ENERGIE ELECTRIQUE DIMINUE

Le 17 avril, l'Association Patronale du Guatemala signalait que du fait de la contraction économique, le demande en énergie électrique avait baissé jusqu'à atteindre les niveaux de 1976. Ils ont en outre mis l'accent sur le fait que le gouvernement était incapable de fournir suffisamment d'énergie électrique, ce qui pourrait provoquer un effondrement des systèmes productifs nationaux.

Pour sa part, le gouvernement annonçait de nouveaux rationnements de lumière générée électriquement.

DES MILLIERS DE QUINTAUX DE HARICOTS, PERDUS

Le 16 avril, le Ministre de l'Agriculture, Humberto Mancur Donis, faisait savoir que 75 000 quintaux de haricots, pour le moins, détenus par le gouvernement dans les caves de l'Institut National de Commercialisation Agricole INDECA, étaient perdus à jamais car avariés.

CONTRE-INSURRECTION

L'ALLEMAGNE FEDERALE FINANCE DES PROGRAMMES DE CONTRE-INSURRECTION

Selon des informations du 22 avril, divulguées par les milieux de presse locaux qui ont couvert la visite du Ministre de Coopération Economique allemand, Juergen Warnke, aux bourgades paysannes de Baja Verapaz, le gouvernement d'Allemagne Fédérale fournit une aide économique aux projets de contre-insurrection que l'Armée guatémaltèque applique dans la zone rurale. C'est dans ces mêmes bourgades que les forces armées poussent au travail forcé en échange d'aliments subventionnés par l'Allemagne.

Warnke effectuait une visite de 4 jours dans le pays, au cours desquels il a accompli un vaste programme officiel et s'est entretenu avec certains secteurs politiques. C'est ainsi qu'il a reçu des dénonciations, émanant particulièrement de l'Eglise et des proches des détenus et disparus, quant à la violation des Droits de l'Homme par les forces de sécurité gouvernementales guatémaltèques.

ON EMPOISONNE LES EAUX DE RIVIERES

Le 15 avril des paysans faisaient savoir à la presse que les eaux des rivières Ixtacapa et Nahualate, situées dans le département de Suchitepequez, au sud-ouest, avaient été empoisonnées quelques jours auparavant, provoquant de la sorte la mort de poissons et crustacés (crevettes).

Les paysans de cette région ont également signalé que dans la zone où coulent les deux rivières citées, l'Armée poursuit des activités contre-insurrectionnelles et que l'empoisonnement des eaux affecte de nombreux villageois.

REFORCEMENT DES CONTROLES POUR LA POPULATION URBAINE

Le 22 avril, un porte-parole de la police nationale déclarait que les villes de tout le pays seraient divisées en sections et sous-sections aux fins de faciliter les opérations de fouilles et contrôles des personnes, logements et voitures, effectuées de façon régulière par les forces de sécurité et de l'Armée.

LES CAPTURES DES PAYSANS PERDURENT

Le 19 avril, l'Armée capturait 30 paysans (10 femmes, 13 enfants et 7 hommes) qui se réfugiaient dans les montagnes proches de la Communauté de Jolón, au nord de la municipalité de Nebaj, située dans le département de El Quiché, au nord-ouest.

Le 20 avril, un communiqué émanant de l'Armée signalait que les 30 paysans qui furent conduits auprès du détachement militaire local pour être "placés" collaboraient avec les insurgés.

DROITS DE L'HOMME

ENQUETE SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Le 22 avril, Nigel Rodley, conjointement avec Dan Backer et Tracy Ulltveit-Moe, membres de Amnesty International, déclarait qu'une délégation de Amnesty se trouvait dans le pays en vue d'effectuer une enquête sur la situation des Droits de l'Homme, faire part de leur préoccupation aux autorités et discuter avec ces dernières des normes et des abus commis envers les Droits de l'Homme.

Rodley a fait savoir que le gouvernement militaire du Général Mejia avait organisé un programme officiel mais, que la délégation espérait avoir la possibilité de rencontrer des civils, des dirigeants politiques et des représentants d'autres associations et institutions qui seraient à même de leur fournir des informations sur la situation des Droits de l'Homme.

CITER A COMPARAÎTRE DEVANT LES TRIBUNAUX

Le 22 avril, l'Archevêque métropolitain, Prospero Penados del Barrio, alors qu'il faisait allusion aux déclarations officielles concernant les Droits de l'Homme, déclarait que les forces de sécurité gouvernementales, pour être crédibles, doivent citer les personnes qu'elles ont enlevé à comparaître devant les tribunaux plutôt que de les faire disparaître. Selon les données d'organisations humanitaires, quelques 35 000 personnes ont disparu où sont détenues au Guatemala, au cours de ces 20 dernières années.

SOLIDARITE AVEC LES PROCHES DES VICTIMES DE LA REPRESSEION

Des professeurs et étudiants des facultés de médecine, dentisterie, santé publique, arts et Sciences, du Bunting And Radcliffe College de l'Université de Harvard et, le Comité pro-Droits à la Santé en Amérique Centrale de Boston, Massachussets, se sont déclarés solidaires avec le Groupe d'Appui Mutuel des proches des détenus et disparus et ont demandé qu'un terme soit mis aux violations des Droits de l'Homme. Cette action de solidarité et ces exigences ont été publiées par le biais d'une annonce payante dans la presse du 16 avril.

GROUPE D'APPUI MUTUEL RESTREINT

Stephen Kinzer, du The New York Times, dans un article reproduit le 19 avril par le journal mexicain Excelsior, affirme qu'au moins trois pays ont offert d'accueillir les deux dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel qui se trouvent encore au Guatemala : Nineth García et Isabel Castañon, toutes deux âgées de moins de 30 ans et ayant survécu au groupe des 6 dirigeants du GAM dont deux ont été assassiné, un autre ayant opté pour l'exil et le dernier s'étant retiré du groupe après la vague de répression dirigée contre eux par les actions gouvernementales.

Kinzer signale que les femmes mentionnées ont reçu des menaces de mort qui, selon des diplomates sont "atrocement crédibles" et, elles ne sortent de chez elles qu'accompagnées par des amis américains.

xxxxxxxxxxxxxxxxxx